

Document de travail adressé par Ségolène Royal au Climate Group lors du sommet mondial sur le climat de Cancun au Mexique (03/12/10)

[Suivant >](#)



Sommet mondial sur le climat

Cancun 29 novembre au 10 décembre 2010

Document de travail adressé au Climate Group par Ségolène Royal,

Ancienne Ministre de l'Environnement, Présidente de la Région Poitou-Charentes, Présidente de l'Association internationale des Régions francophones

Mesdames, Messieurs,

Cher collègues et cher amis,

Je suis particulièrement heureuse de m'adresser à une assemblée qui regroupe des collectivités territoriales très engagées dans la lutte contre le changement climatique et des entreprises qui ont, elles aussi, un rôle majeur à jouer pour que nous réussissions la conversion écologique de nos économies et de nos sociétés.

J'étais en 1992 au Sommet de la Terre de Rio où, jeune Ministre de l'Environnement, je représentais la France aux côtés du Président François Mitterrand.

Ce fut l'amorce d'une prise de conscience planétaire et d'une action concertée des nations.

Cela fera bientôt 20 ans et je mesure, malgré les retards pris, le chemin parcouru, dans les têtes et dans les faits.

I.- Pas de pessimisme : la prise de conscience est générale

Bien sûr, au regard de l'urgence écologique et de ce que nous savons de l'accélération de la dégradation de notre environnement, la mobilisation mondiale nous semble encore trop lente, trop hésitante, trop entravée de soupçons et de querelles qui font obstacle aux coopérations nécessaires.

Bien sûr, Copenhague, malgré l'espoir soulevé, fut décevant.

Et sans doute **le Sommet de Cancun ne sera-t-il qu'une étape** sur une route scandée par d'autres rendez-vous, dont celui de l'an prochain en Afrique du Sud.

J'espère toutefois que les Etats ici réunis dans le cadre multilatéral de l'ONU auront à cœur de conclure ce qui peut l'être et **d'avancer sur les questions de la biodiversité, de la lutte contre la déforestation, des transferts de technologie, du Fonds Vert et des financements innovants** dont le monde a besoin pour hâter l'avènement d'une **justice climatique** nouant solidement les dimensions écologiques, économiques et sociales de la protection de notre biosphère.

Je sais les raisons que l'on pourrait avoir de céder au pessimisme en constatant le décalage entre ce que nous savons et ce qu'ensemble nous peinons à faire.

Mais y céder serait une erreur de perspective et même une démission.

Je préfère prendre la mesure de ce qui s'est accompli.

Et plus encore de ce qui s'accomplit aujourd'hui, sur le terrain, et prouve l'étendue du possible.

Premier constat encourageant : la prise de conscience est aujourd'hui générale. Du côté des gouvernements, des mouvements sociaux, des sociétés civiles. Aucun Etat n'y échappe et même les plus rétifs aux accords internationaux contraignants engagés, à l'intérieur de leurs frontières, des politiques de plus en plus volontaristes.

Quant aux citoyens, ils perçoivent très bien que ça ne peut plus continuer comme avant. Tout particulièrement les jeunes générations, très sensibilisées à la menace climatique comme aux conséquences sanitaires et sociales des pollutions multiples issues de l'activité humaine, a fortiori quand domine la recherche exclusive du profit à tout prix.

Là est le premier acquis.

II.- L'échec de la campagne de dénigrement

Et cela malgré l'offensive d'une campagne de dénégation et de dénigrement abondamment financée par des lobbies hostiles au changement et aux régulations publiques. Ceux-là nous refont, avec le réchauffement climatique, le coup des fabricants de cigarettes contestant hier les liens scientifiquement établis entre le tabac et le cancer.

Mais en dépit de ce matraquage de think thanks aux ordres, **la conviction qu'il faut agir et vite l'emporte sur les doutes semés çà et là dans l'opinion.**

Les Etats ne s'y sont pas laissés prendre et ont renouvelé leur confiance au GIEC.

Les citoyens non plus ne sont, dans leur majorité, pas tombés dans le panneau.

Reste, c'est le plus important, à convaincre que la crise écologique en général et les émissions de gaz à effet de serre en particulier ne sont **pas une fatalité** s'abattant sur une humanité impuissante et condamnée à subir.

III.- Les crises sont aussi des chances de métamorphose

Cela suppose, à mon sens, deux parti-pris indissociables.

Premier parti-pris : **dire le vrai**, ne rien cacher aux peuples du monde des dégâts et des menaces qui résulteraient du laisser-faire, mais sans jamais verser pour autant dans ces discours catastrophistes voire apocalyptiques dont l'effet de sidération n'aboutit qu'à désarmer les volontés.

Car les crises sont aussi des chances de métamorphose.

Ce sont **des opportunités historiques à saisir** pour se déprendre des vieux modèles à bout de souffle. Pour changer nos façons de penser et de faire. Pour définir de nouveaux objectifs et de nouvelles règles du jeu. Pour inventer de nouveaux équilibres et lancer les chantiers positifs d'un **nouveau modèle de développement** partagé.

Les citoyens ne veulent pas, et ils ont raison, d'une écologie-punition, d'une écologie ennemie de l'emploi et du pouvoir d'achat, d'une écologie culpabilisatrice qui alourdit de contraintes supplémentaires les difficultés d'une vie déjà pas facile.

Les citoyens sont en revanche prêts à tous les tournants qui améliorent, ici et maintenant, leurs conditions de vie et de travail tout en protégeant mieux la planète que nous laisserons en héritage à nos enfants.

IV.- Régions : la preuve concrète qu'il est possible d'agir

Mais à la condition, c'est le 2^{ème} parti-pris, **d'administrer la preuve concrète qu'il est possible d'agir**, d'inverser la tendance, d'obtenir des résultats et de partager équitablement les bienfaits économiques et sociaux d'un engagement écologique global qui, pour être efficace, doit concerner tous les domaines d'activité.

Cette **politique par la preuve**, nous la devons à nos concitoyens.

Cette politique par la preuve, les Régions qui **« pensent globalement et agissent localement »** ont le devoir et le pouvoir de la mettre en pratique, au plus près des besoins et en mobilisant tous leurs moyens d'action.

D'après l'ONU, 50% à 80% des actions publiques contre le changement climatique sont déjà le fait des Régions.

Et ce n'est qu'un début car je suis frappée de voir combien la mobilisation des collectivités territoriales va croissant et combien leurs coopérations ouvrent de nouveaux chemins.

Certains Etat, j'en parle d'expérience comme française et comme européenne, prennent aujourd'hui **prétexte de la crise financière** et de ses désastreuses conséquences économiques, sociales et budgétaires pour prétendre que la mobilisation écologique ne serait plus de saison. Quel contre-sens ! Quel aveuglement court-termiste !

C'est justement pour sortir plus vite et par le haut des difficultés économiques, sociales et financières actuelles qu'il faut, dès maintenant, des **politiques industrielles volontaristes** qui investissent dans une croissance verte réductrice des émissions de gaz à effet de serre et porteuse d'emplois durables. Certains Etats l'ont compris. D'autres pas encore.

Les Régions, elles, passent à l'acte tous les jours.

Elles sont certes conscientes du besoin de cadres nationaux et internationaux plus porteurs mais elles prennent, à leur échelle, leurs responsabilités. Elles prouvent, ce faisant, qu'on peut avoir une prise sur le désordre des choses. Elles montrent les bénéfices concrets d'une croissance social-écologique, capable également de concilier solidairement les intérêts bien compris des Régions riches et des Régions pauvres.

Il est là **le laboratoire des nouvelles coalitions intelligentes** et des coopérations fructueuses dont le monde a besoin.

Elle est là, portée par les Régions, cette politique des possibles qui commence à dessiner un **nouveau modèle de développement** dont il faudra bien que le monde finisse par s'emparer quand il mesurera le surcoût des décisions qui tardent, clairement chiffré par le rapport Stern et, plus récemment, par l'Agence Internationale de l'Environnement.

V.- Une réponse globale à une crise globale : dans tous les secteurs et avec tous les acteurs

Telle est ma conviction, tirée de l'expérience de la Région que je préside et qui a décidé de **s'appliquer les objectifs du Protocole de Kyoto**, de réduire de 30% ses émissions de CO² d'ici 2020 et de porter dès 2015 les énergies renouvelables à hauteur de 26% de la consommation régionale (soit un objectif plus ambitieux que celui retenu par l'Union européenne à l'horizon 2020).

Nous avons fait, depuis 2004, **le choix économique et social de l'excellence environnementale**. Nous avons fait, depuis cette date, le choix de répondre à une crise globale par une politique globale qui mobilise tous les secteurs et tous les acteurs : les entreprises, les laboratoires de recherche, les structures de formation, les associations et les citoyens.

Car il ne s'agit pas, pour nous, de verdir légèrement des activités pour l'essentiel inchangées mais d'entreprendre une **mutation radicale** qui transforme en profondeur toute la chaîne des activités humaines.

Cela veut dire que nous poussons la production à devenir éco-industrielle.

L'agriculture, que nous voulons sans OGM ni pesticides, à devenir de plus en plus biologique.

Nos trains régionaux (dont la fréquentation a augmenté de 65%, preuve qu'un service de qualité offre une alternative à la voiture) s'orientent vers les éco-carburants et l'énergie solaire.

Les dépenses énergétiques de nos lycées sont de plus en plus couvertes par des énergies renouvelables et le dernier établissement que nous avons construit est le premier lycée français « **zéro énergie fossile** », raison pour laquelle nous l'avons baptisé « **Kyoto** ».

Dans les logements sociaux, nous promovons les critères de Très Haute Performance Energétique, ce qui est bon pour l'environnement et allège les factures de gaz et d'électricité des ménages populaires.

Nous aidons un grand nombre de manifestations culturelles et sportives à la condition qu'elles soient écologiquement exemplaires.

Nous ouvrons à tous les niveaux de qualification des formations initiales et continues qui préparent jeunes et adultes aux nouveaux **métiers verts**.

Nous favorisons les circuits courts dans l'agro-alimentaire, l'éco-design dans l'emballage et l'éco-tourisme, des hôtels aux campings.

Nous tenons aussi à ce que l'administration régionale donne l'exemple de l'utilisation de produits verts, de la sobriété énergétique et de l'éco-mobilité.

Nous sommes la seule Région de France à orienter prioritairement les fonds européens que nous recevons en direction de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

Des grandes aux petites choses, toutes doivent concourir au même but.

Soutien à l'innovation, aux entreprises, à l'emploi et à l'équipement des ménages : cette **action conjointe sur l'offre et la demande** nous paraît nécessaire pour changer les manières de produire, de se déplacer, de consommer. Et pour que chacun puisse éprouver, dans sa vie de tous jours, les bénéfices écologiques, économiques et sociaux de cette orientation pour nous prioritaire.

VI.- Le choix de la croissance verte et des industries écologiques

C'est pourquoi nous nous sommes engagés de toutes nos forces dans le développement des industries écologiques et de filières d'excellence que nous avons structurées en un **Pôle de compétitivité régional de la croissance verte et des industries écologiques**.

Il rassemble aujourd'hui près de 900 entreprises, regroupements professionnels, centres de formation et laboratoires de recherche. J'y vois la preuve que le dynamisme scientifique, technologique et économique est toujours au rendez-vous quand **une action publique déterminée** lui ouvre de nouveaux chemins et s'emploie à faciliter la tâche des chercheurs, des entrepreneurs et des consommateurs.

Nous avons été précurseurs et aujourd'hui, les résultats sont là : 15.000 emplois (ce qui, à notre échelle démographique, est beaucoup), des dizaines de brevets dont la Région est propriétaire, un territoire en pointe dans les technologies vertes.

Nous avons identifié **6 chantiers stratégiques** correspondant à des marchés potentiellement porteurs :

- 1) **le photovoltaïque** pour lequel nous avons noué, dans le cadre de notre plan solaire régional, un partenariat très novateur avec la Banque européenne d'investissement, afin de favoriser la mise au point et la diffusion de technologies innovantes qui abaissent notamment les coûts des panneaux solaires ;
- 2) **les véhicules décarbonés**, autrement dit la **voiture électrique** bon marché parce que la conversion des habitudes automobiles doit être à la portée de toutes les bourses, même les plus modestes. Question d'efficacité écologique et de justice sociale. Nous nous sommes battus contre la fermeture d'une entreprise, Heuliez, qui disposait des savoir-faire nécessaires et pour sa reconversion dans la fabrication de véhicules électriques régionaux destinés aux entreprises, aux collectivités et aux particuliers que nous aidons à les acquérir. Car il faut agir aux deux bouts de la chaîne pour développer ce marché créateur d'emplois et réducteur d'émissions de gaz à effet de serre Et puisque, chez nous, l'Etat tardait à faire son devoir et les investisseurs à miser sur cette activité économique d'avenir, eh bien c'est la Région, parce qu'elle y croyait, qui a pris une **participation au capital** pour consolider la transition. C'était une première en France. Cela bousculait les habitudes mais aujourd'hui où les premières voitures sortent des chaînes, je me réjouis de ce risque réfléchi que nous avons pris ;
- 3) **les bio-carburants de 2^{ème} et 3^{ème} générations** qui ne font pas concurrence aux productions alimentaires puisque nos sites pilotes de production utilisent soit la biomasse d'algues de culture, soit des déchets cellulosiques textiles et agricoles ;
- 4) **les biomatériaux et la chimie verte** afin de développer dans l'industrie, l'agriculture et le commerce des procédés et des produits à base de carbone renouvelable (bioplastiques végétaux, isolants, etc.) ;
- 5) **les énergies marines** et notamment **les hydroliennes** car notre Région dispose en mer d'un fort potentiel énergétique et veut stimuler, là aussi, l'émergence d'une nouvelle filière industrielle régionale.
- 6) Enfin **les réseaux intelligents et le stockage d'énergie** afin d'anticiper les besoins qui résulteront du développement des véhicules électriques et de lisser la production intermittente d'énergie solaire ou éolienne.

A cela s'ajoute le soutien de la Région à la construction de **maisons en bois** accessibles aux budgets populaires. Et l'incitation à créer **des éco-villages et des éco-quartiers** qui permettent aux voisins de se regrouper autour d'une source locale d'énergie renouvelable qu'ils gèrent ensemble, manière de faire vivre une **démocratie écologique de proximité**.

Nous protégeons également la **biodiversité** régionale, nos sites littoraux et nos espèces poissonnières qui, comme dans beaucoup d'autres endroits, subissent déjà les effets du changement climatique. Nous avons constitué des Réserves naturelles régionales et planté 1,3 million d'arbres, aujourd'hui suivis par un million de plantations supplémentaires.

J'ajoute que nous avons créé, pour évaluer objectivement les résultats de ces efforts, un Observatoire régional de l'énergie et des gaz à effet de serre et associé un Jury de Citoyens tirés au sort à l'évaluation et à l'enrichissement de nos politiques régionales d'excellence environnementale.

Pour la première fois cette année, nous avons élaboré notre **budget carbone régional** pour une meilleure lisibilité de l'empreinte écologique de chacune de nos décisions.

Tout cela pour vous dire qu'en matière de lutte contre le changement climatique, tout se tient et rien n'est à négliger.

VII.- Anticiper, accélérer, accompagner

Ma conviction est que les Régions ont un rôle déterminant à jouer pour tarir à la source les émissions de gaz à effet de serre, pour traiter la pollution de l'air, pour protéger les ressources en eau et les sols.

Ma conviction est que tous ces domaines constituent pour les entreprises **un apport de croissance et de compétitivité créatrices de richesse et d'emplois.**

Ma conviction est que les pouvoirs publics régionaux, quelles que soient les différences de leur organisation selon les pays, anticipent, accélèrent et accompagnent cette grande transformation écologique. Y compris à l'aide d'outils financiers innovants quand les circuits traditionnels de financement hésitent à faire leur métier et à épauler des PME innovantes.

Je tiens d'ailleurs à souligner **le paradoxe** qui consiste à faire sans cesse l'éloge du risque d'entreprendre tout en restant d'une grande frilosité à son égard et tout en prenant, dans des opérations spéculatives déconnectées de l'économie réelle, des risques inconsidérés dont nous voyons les résultats. Nous avons, dans ma Région, pris l'initiative de stimuler une offre régionale de financements en **fonds propres** qui soutient l'innovation et le dynamisme des entreprises pionnières de la croissance verte.

Ma conviction est que les Régions sont aujourd'hui l'aile marchante de cette croissance verte qui réconcilie et conjugue **l'excellence écologique, la performance économique, la justice sociale et la qualité de la vie.**

Car nous pouvons, nous les Régions, fédérer les énergies et démontrer concrètement que le plus coûteux, ce ne sont pas les investissements d'avenir, c'est le non investissement.

Nous pouvons, nous les Régions, démontrer que le plus efficace, ce n'est pas le marché laissé à lui-même et à ses appétits à court terme, mais les efforts conjoints de politiques publiques volontaires, cohérentes et constantes, et d'entrepreneurs capables d'inventer demain.

Car je le crois profondément : **du Nord au Sud, le potentiel est là, l'imagination est là, la créativité est là.** Et notre devoir à nous, pouvoirs publics régionaux, est d'en faciliter l'éclosion, quoi qu'il en soit des Etats qui tardent ou des Sommets qui déçoivent.

Oui, du Nord au Sud, des forces vives sont à l'œuvre.

Elles prouvent qu'un autre monde est possible et qu'il est en germe dans celui d'aujourd'hui.

Elles prouvent aussi que les bonnes coopérations, les coopérations mutuellement profitables, sont celles, humainement si riches, que l'on scelle **entre égaux** qui s'apportent et apprennent les uns des autres.

VIII.- De nouvelles coopérations décentralisées contre le réchauffement climatique

Je crois beaucoup à cette nouvelle coopération décentralisée qui tourne le dos aux solutions toutes faites élaborées par des experts du Nord à destination de territoires du sud dont les populations sont considérées comme des bénéficiaires passifs, sans que leurs savoirs, leurs savoir-faire et leurs propres capacités d'expertise soient réellement sollicités et respectés.

Ce n'est pas ainsi qu'on paye sa « **dette écologique** ».

Ce n'est pas ainsi qu'on construit des projets durables parce que conçus ensemble. Ces charités condescendantes et parfois arrogantes, cela ne marche pas et les peuples, à raison, n'en veulent plus.

Le partenariat au long cours que nous avons construit avec **la Région sénégalaise de Fatick** procède d'une tout autre démarche : rechercher ensemble les bonnes réponses aux problèmes posés sur le terrain, mettre en commun nos expériences, commencer par écouter les besoins locaux et consolider les initiatives portées par les habitants eux-mêmes.

Notre démarche commune est née autour de la filière caprine, spécialité de nos deux régions, et s'est vite élargie aux **énergies renouvelables**.

Nous avons promu ensemble une exploitation durable des ressources forestières ainsi qu'un reboisement qui fait obstacle à la salinisation des terres agricoles résultant de la déforestation.

Nous avons mis au point ensemble, avec l'aide de techniciens de ma région, des artisans locaux et de regroupements féminins villageois, des **fourneaux économes en bois** et diffusé cette **énergie solaire** dont regorge l'Afrique pour éclairer les villages, les équipements sanitaires et scolaires, les fromageries qui valorisent désormais la production laitière.

Nous développons l'éco-tourisme et nous venons de lancer ensemble un programme expérimental d'éoliennes. Nous multiplions les échanges entre acteurs locaux de nos deux régions.

Nous étions à **Copenhague** pour y défendre ensemble l'apport des Régions et de leur coopération à la nécessaire mobilisation écologique mondiale. Nous étions ensemble, plus récemment, au **Sommet de l'Association internationale des Régions francophones**. Et nous sommes fiers, ensemble, que **le PNUD** ait choisi Fatick comme **région pilote** de son programme « **Approche territoriale du changement climatique** », avec l'objectif ambitieux de devenir **la première Région du Sud neutre en émissions de gaz carbonique**.

C'est la même démarche que nous mettons en œuvre dans nos coopérations régionales avec le Tamil Nadu, en Inde, avec le Vietnam, avec Haïti. Je voudrais juste en indiquer ici ce prolongement prometteur : une **coopération Sud-Sud-Nord** qui voit aujourd'hui notre partenaire indien (International Network for Development and Peace) partager avec nos amis de Fatick et nous-mêmes son savoir faire en matière de microcrédit cependant que les Bourses régionales Désir d'entreprendre que nous avons lancées en Poitou-Charentes (pour que chacun puisse, s'il le souhaite, créer son activité et son emploi) inspirent aujourd'hui, chez nos partenaires de nouvelles formes de soutien aux projets individuels et collectifs.

La même conviction écologique est à la base de notre partenariat avec le **Québec**. Cette coopération dans le domaine de la recherche nous permet de mener ensemble des travaux sur les technologies agro-environnementales, sur les éco-carburants (non concurrents des productions alimentaires), sur les énergies renouvelables et sur la construction bois.

IX.- Agir localement pour transformer globalement

Voilà comment nous prenons les moyens, dans la transparence et l'efficacité, pour que les financements mobilisés aillent directement à leurs destinataires sur le terrain.

Voilà comment nous joignons nos forces pour lutter ensemble contre les émissions de gaz à effet de serre.

Voilà comment, à nos échelles régionales, nous défrichons ensemble les nouveaux territoires d'une **croissance verte qui réponde aux problèmes du Sud comme aux problèmes du Nord** car ce n'est pas les uns contre les autres mais les uns avec les autres que nous relèverons le défi du changement climatique, de la protection de la biodiversité et d'emplois permettant à chacun de vivre dignement de son travail.

Voilà comment, en agissant localement, on transforme aussi globalement.

Voilà comment, je l'espère, nous contribuons à hâter l'instauration d'un **ordre international juste** qui ne sépare plus arbitrairement et artificiellement mais au contraire lie solidement ensemble les dimensions écologiques, économiques et sociales du développement humain et planétaire. Car, n'en déplaise aux lobbies arc-boutés dans la défense d'un statu quo que tout condamne ou aux Etats crispés sur une conception égoïste de leur souveraineté, tel est le **nouveau modèle de développement dont le monde a besoin**.

De nombreuses Régions y sont aujourd'hui activement engagées.

Elles préfigurent ce qui, demain, devra être possible aux échelles continentale et multilatérales.

Seules, elles ne peuvent pas tout mais ensemble, elles peuvent déjà beaucoup.

X.- Préfigurer une nouvelle politique de civilisation

Les crises financières se jouent des frontières et déstabilisent bien au-delà de leur point d'origine.

Les pandémies (et ce sera encore plus vrai avec les effets du changement climatique) se déplacent d'un bout à l'autre de la planète.

Ceux qui croient encore, parce qu'ils sont éloignés de l'Arctique et de l'Antarctique, que la fonte des glaces de mer ne nous concerne pas tous, se trompent lourdement.

Ceux qui croient encore que la destruction des forêts tropicales ou la désertification des terres agricoles ou l'acidification des océans ou les dérèglements climatiques violents ne nous concernent pas tous, se trompent lourdement.

Ceux qui pensent encore que le manque d'eau potable (34.000 personnes en meurent chaque jour dont 5.000 enfants) ou la marchandisation du vivant ou la menace de cette **« 6^{ème} extinction »** dont nous parlent les spécialistes de la bio-diversité ne nous concernent pas tous, se trompent lourdement.

Ceux qui pensent que les pollutions, les spéculations et les addictions aux énergies fossiles ne doivent pas nous mobiliser tous, se trompent lourdement.

De même que se trompent ceux qui, se croyant à l'abri, n'aperçoivent pas combien le laisser-faire écologique est lourd de conflits sociaux et politiques que le refus d'agir porte dans ses flancs comme autant d'orages à venir : guerres de l'eau ou du pétrole, déplacés et réfugiés climatiques en nombre croissant, violences agraires et urbaines...

J'emprunte, pour conclure, à un très grand poète du Mexique qui accueille ce Sommet de Cancun, **Octavio Paz**, cette mise en garde qui vaut aussi pour le cas où les nations du monde, prisonnières d'égoïsmes à courte vue, tarderaient trop à se rejoindre en un combat commun contre le réchauffement climatique et ses conséquences destructrices : **« toute culture naît du mélange, de la rencontre, des chocs. A l'inverse, c'est de l'isolement que meurent les civilisations »**. De nos jours, l'isolement écologique est le comble du non-sens.

Dans ce moment de transition où l'histoire humaine hésite encore sur la voie à emprunter, les Régions font, de plus en plus nombreuses, le choix de faire vivre, à leur échelle et avec leurs moyens, une nouvelle **politique de civilisation sociale-écologique**. Elles le font avec lucidité, avec détermination, avec pragmatisme aussi. Et avec la conviction que, comme le disait un autre poète, **« là où croît le péril, croît aussi ce qui sauve »**.

[Pour rejoindre Désirs d'avenir, cliquez ici](#)

Faites circuler à tous vos amis